

Situation économique et financière

Croissance économique et développement

L'économie bissau-guinéenne est extrêmement vulnérable aux variations de la production et des cours de la noix de cajou (autour de 150 000 T) qui représente plus de 95% des exportations du pays, principalement à destination de l'Inde et du Vietnam. Le secteur agricole représente près de 50% du PIB dont 10% attribuable directement à l'anacarde. Outre cette production, le pays dispose d'un fort potentiel agricole notamment dans la riziculture, laissée quelque peu pour compte au profit de la noix de cajou ces dernières années. Par ailleurs, le très important potentiel halieutique reste encore largement inexploité. **La Guinée-Bissau présente également un potentiel minier dans la bauxite et le phosphate, sans que des projets d'exploitation ne soient réellement actifs à ce stade.** L'industrie représente néanmoins un peu plus de 12% du PIB quand les services y contribuent à près d'un tiers.

Avec 1,9 million d'habitants et un PIB estimé à 1,4 Md USD, **la Guinée-Bissau présente des indicateurs socio-économiques parmi les plus faibles au monde** : 177^{ème} sur 189 selon le dernier classement de l'Indice de développement humain (IDH) du PNUD. L'espérance de vie moyenne à la naissance n'est que de 57,7 ans, PIB par habitant de moins de 800 USD, la croissance démographique est de 2,5% avec un taux de fertilité de 4,6 enfants par femme. Un tiers de la population vivrait en situation d'extrême pauvreté ; encore près d'un tiers des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition et près de 9 % des enfants décèdent avant l'âge de cinq ans.

Après trois années consécutives de croissance soutenue (en moyenne 6% sur 2015-2017) qui a pu mettre fin à la longue période de stagnation (2000-2014), l'économie bissau-guinéenne a significativement ralenti en 2018 à un taux de 3,8%, en raison de la baisse à la fois de la production (-25%) et du prix international de la noix de cajou. **En 2019, la croissance a légèrement accéléré à 4,6% en dépit des troubles politiques. En 2020, du fait de la pandémie COVID-19, le pays pourrait enregistrer une contraction de son PIB de 1,5% puis une reprise de la croissance en 2021 de 3%. A moyen terme, le FMI table sur une dynamique de croissance autour de 5% en moyenne par an,** portée par une reprise des dépenses d'investissements publics dans les infrastructures routières et énergétiques, notamment avec la conclusion des travaux de construction de la route Buba-Catio, la construction d'infrastructures et de la ligne d'interconnexion pour le transport d'énergie à partir des centrales hydroélectriques internationales Kaleta et Sambangalou dans le cadre du projet d'énergie de l'OMVG. Néanmoins, parmi les risques majeurs pesant sur la prévision de croissance, figurent le retournement important et durable des prix de la noix cajou et la persistance de l'instabilité politique. La Guinée Bissau bénéficie de la stabilité monétaire que lui confère son appartenance à la zone UEMOA (rejointe en 1997). Le pays enregistre un taux d'inflation faible de 0,2% en 2019 (1,1% attendu en 2020).

Finances publiques

La situation budgétaire s'est fortement dégradée en 2018, avec un déficit qui est passé de 1,7% du PIB en 2017 à 4,8% en 2018 ; depuis, le pays peine à redresser la situation. La Guinée Bissau a structurellement un taux de pression fiscale parmi les plus faibles de l'UEMOA autour de 10% du PIB contre un objectif communautaire de 20% du PIB. Les faibles recettes servent exclusivement au financement des dépenses courantes (15% du PIB) dont environ un tiers pour les salaires des fonctionnaires. Pour 2019, le FMI indique un déficit de 4,9% du PIB.

La Guinée-Bissau a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE en décembre 2010 qui s'est traduit par un allègement de sa dette publique de 1,2 Md USD. Au total, le taux d'endettement public est passé de 159% du PIB en 2009 à 45,8% du PIB en 2011 et celui de la dette externe de 122% à 24% du PIB sur la même période. **Le ratio global s'est par la suite inscrit sur une dynamique haussière qui l'a porté à 64,3% du PIB en 2018 puis 69,8% en 2019,** quasi au niveau du plafond de convergence communautaire de l'UEMOA de 70% du PIB. En 2020, l'encours de la dette publique est attendu à 70,9% du PIB. **Selon la dernière analyse de viabilité de la dette, la Guinée-Bissau présente un risque de surendettement extérieur modéré.**

Climat des affaires

Le pays patit de l'insuffisance de ses infrastructures notamment électriques, le réseau public n'assurant qu'un vingtième des besoins nationaux, avec une concentration sur Bissau, la capitale. Le réseau routier est assez peu développé et ne permet pas le désenclavement des régions présentant un potentiel agricole. Cette situation, aggravée par les multiples problèmes de gouvernance et d'instabilité politique, contribue à la **forte précarité du climat des affaires dans le pays**. La Guinée Bissau se situait ainsi à la 174^{ème} place (sur 190 pays) dans le classement *Doing Business* 2020 de la Banque mondiale. Par ailleurs, le pays occupe le 172^{ème} rang mondial (sur 180) du classement 2019 de *Transparency international*, ce qui positionne le pays à la dernière place en Afrique de l'Ouest.

L'émergence d'un secteur privé local reste entravée par les difficultés d'accès aux financements. La taille du secteur bancaire est limitée ; la Guinée Bissau représente moins de 1% du produit net bancaire de l'UEMOA, avec 5 établissements bancaires dont deux succursales.

Source : FMI, WEO, avril 2020	2018	2019	2020p	2021p
Croissance en volume (en %)	3,80	4,60	-1,50	3,00
Inflation (moyenne, en %)	0,38	0,25	0,85	1,50
Solde public dons inclus en recettes (% PIB)	-4,84	-4,93	-4,09	-3,87
Dette publique (% PIB)	60,1	69,8	70,9	71,1
Solde courant, yc transferts officiels (% PIB)	-3,54	-10,19	-7,39	-6,44

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.